

Afrique du Sud : Des congolais inculpés de tentative de coup d'Etat

Arrib News, 07/02/2013 – Source AFP Dix-neuf Congolais arrêtés en Afrique du Sud en début de semaine ont été inculpés jeudi de tentative de coup d'Etat visant à renverser le Gouvernement de Joseph Kabila en République démocratique du Congo (RDC), devant un tribunal régional de Pretoria. Des membres de la diaspora congolaise ont dénoncé à la sortie de l'audience une « machination » orchestrée par le régime de Kabila. A la demande du Procureur, l'affaire a été renvoyée au 14 février après l'annonce des charges retenues, et les accusés transférés à la prison centrale de Pretoria. La juge sud-africaine Stella de la Rey leur a conseillé de bien choisir leurs défenseurs, en soulignant que « l'affaire est très sérieuse ». Ces 19 hommes sont accusés d'appartenir à un groupe de dissidents ou rebelles appelé l'Union des nationalistes pour le renouveau (UNR) de la RDC, dont l'objectif est, selon l'accusation, « de renverser inconstitutionnellement le président Kabila ». La Police sud-africaine a reçu en septembre 2012 « des informations crédibles sur un coup d'Etat en préparation et mené une enquête pour réunir des preuves » en infiltrant un homme parmi eux, a raconté le procureur Shaun Abrahams. Plusieurs rencontres ont eu lieu, des échanges d'emails et de téléphones. La « taupe » sud-africaine s'est fait confirmer leurs intentions secrètes, des concessions minières promises en échange de l'aide, et s'est fait remettre une liste de matériel qu'ils cherchaient à se procurer, dont des téléphones satellites, des radios, des fusils d'assaut AK-47, des missiles, etc., selon l'accusation. Les accusés cherchaient également à mettre sur pied un entraînement militaire spécialisé, dans la province rurale du Limpopo (Nord-est), sous couvert d'une formation de rangers à la lutte contre le braconnage de rhinocéros. L'entraînement devait durer ces jours-ci et les accusés ont été arrêtés après s'être retrouvés lundi à une station d'essence de Johannesburg, où ils devaient partir pour Modimole dans le Limpopo. Avant leur arrestation, durant la soirée de lundi, les accusés se sont longuement réunis avec leurs futurs faux soutiens, révélant leur intention de recevoir un entraînement militaire spécialisé et de faire un coup d'Etat, selon M. Abrahams. Des vidéos ont été filmées, et l'accusation affirme ainsi détenir de nombreuses preuves vidéo, audio, ainsi que des documents et des photos où certains posent avec des AK-47. A l'issue de l'audience, des membres de la communauté congolaise venus soutenir les accusés ont exhibé un drapeau de la RDC à l'intention des médias en faisant le « V » de la victoire et criant « à bas Kabila » (va te faire foutre Kabila). « Nous sommes du Congo. Nous sommes venus soutenir nos frères qui sont tombés dans un piège (...) c'est une machination, cette histoire est montée de toutes pièces », a déclaré Barthélémy Kalenga, président de la communauté congolaise de Pretoria. Selon lui, l'affaire sert à « distraire la communauté internationale et à faire croire qu'à l'intérieur les jeunes Congolais aiment Kabila ». Les dix-neuf accusés tombent sous le coup de la loi sur l'assistance militaire étrangère qui interdit les activités de mercenaires non autorisées et permet de les juger en Afrique du Sud. La diaspora congolaise en Afrique du Sud est estimée à environ 300.000 ressortissants, dont beaucoup sont acquis à l'opposition au président Kabila auquel ils reprochent des fraudes lors de sa réélection fin 2011. Ils accusent aussi volontiers le Gouvernement sud-africain de Jacob Zuma de collusion avec le régime de Kabila, et notamment d'avoir aidé à la fraude électorale, alors que la RDC est un partenaire commercial croissant de l'Afrique du Sud, dont les exportations vers ce pays ont quadruplé en sept ans.